



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Unité départementale des Vosges

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Epinal, le 14/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SUEZ RV NORD EST

Européen de l'Entreprise
17 Rue de Copenhague
67300 Schiltigheim

Références : S-24-506RP
Code AIOT : 0006209400

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/04/2024 dans l'établissement SUEZ RV NORD EST implanté Route de Neufchateau Lieu-dit Derrière le Grand Bois 88140 Vaudoncourt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle a porté sur la finalisation des opérations de couverture du site et sur les mesures de surveillance. Le référentiel réglementaire utilisé était constitué de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux, comportant les dispositions spécifiques applicables aux casiers dédiés aux déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV NORD EST
- Route de Neufchateau Lieu-dit Derrière le Grand Bois 88140 Vaudoncourt
- Code AIOT : 0006209400
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'AIOT contrôlée est une installation de stockage de déchets inertes et amiantés en cours de cessation d'activité.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Couverture finale en fin d'exploitation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 44	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Clôture	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 45	Sans objet
3	Mesure des fibres d'amiantes dans les eaux de ruissellement	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 43	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection ne met en évidence de non-conformité majeure dans la mise en œuvre des prescriptions relatives à la cessation d'activité. Seules les contraintes techniques de mise en place de la couverture finale restent à examiner.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Couverture finale en fin d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 44
Thème(s) : Autre, déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les casiers mono-déchets dédiés au stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, la couverture finale comprendra une couche anti-érosion composée d'éléments minéraux grossiers, d'une épaisseur minimale d'un mètre.</p>
<p>Constats :</p> <p>La précédente inspection du 28 décembre 2022 avait mis en évidence que l'épaisseur minimale d'un mètre de couverture n'était pas respectée sur les flancs Sud-Ouest des casiers, notamment mis en évidence par l'activité de la faune fouisseuse laissant entrevoir les déchets stockés. Des opérations de rebouchage des terriers ont été menées, mais le jour de la visite, au moins une entrée de terrier est encore visible sur le flanc.</p> <p>Par courrier du 28 décembre 2022, l'exploitant apporte une réponse :</p> <ul style="list-style-type: none"> estimant que l'épaisseur minimale d'un mètre de couverture exigée par l'arrêté ministériel n'est pas opposable sur cette partie du site compte tenu de son ancienneté (car exploitée antérieurement au premier juillet 2016), la proximité de la limite de propriété étant par ailleurs incompatible avec la mise en place d'une couverture d'un mètre ; propose une solution alternative consistant à mettre en place un dispositif anti-fouisseur avec un recouvrement de terre compatible avec les fortes pentes des talus. <p>Au regard des constats faits sur site et de l'argumentation avancée, l'inspection estime que l'argumentaire avancé par l'exploitant doit être complété.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Si l'argumentaire avancé par l'exploitant est recevable, il appartient à l'exploitant de compléter sa demande sous un délai de deux mois de manière à répondre aux observations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> l'affirmation de l'incompatibilité entre la pente des flancs et la mise en place d'une couverture de un mètre est à étayer par un calcul de stabilité ; l'argumentaire sur l'applicabilité de l'article 44 de l'arrêté ministériel doit être accompagné d'une demande de modification du point 6.6 de l'annexe 1 à l'arrêté préfectoral complémentaire n° 645/2011/DDT qui reste opposable et qui prévoit également une couverture minimale d'un mètre d'épaisseur ;

<ul style="list-style-type: none"> l'état des lieux est à compléter par un plan du site précisant les épaisseurs de la couverture par zone d'exploitation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Clôture

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 45
Thème(s) : Autre, Déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Le programme de suivi post-exploitation mentionné à l'article 37 est adapté pour les casiers mono-déchets dédiés au stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante.</p> <p>Ce programme permet le respect des obligations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> la clôture et la végétation présentes sur le site sont maintenues et entretenues. <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>La clôture et la végétation du site sont correctement entretenues.</p> <p>La clôture actuelle ceinture l'installation de stockage ainsi que l'ancien site de tri/transit/regroupement dont la cessation a été prononcée récemment. Dans le cadre de la vente de l'emprise de l'ancien site de tri/transit, l'exploitant prévoit de mettre en place une clôture supplémentaire afin de garantir le respect de cet article.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Mesure des fibres d'amiantes dans les eaux de ruissellement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 43
Thème(s) : Autre, déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>II. Une mesure de fibres d'amiante dans les bassins de stockage des eaux de ruissellement est réalisée tous les ans, afin de vérifier l'absence de dispersion de fibres d'amiante sur l'installation. En cas de détection de fibres d'amiante, l'exploitant prend les actions correctives appropriées dans un délai inférieur à six mois.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les résultats de la dernière analyse (prélèvement du 27 mars) ont été transmis par courriel du 18 avril 2024 et rendent compte de l'absence de fibre d'amiante dans le bassin 3 collectant les eaux de ruissellement du site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite